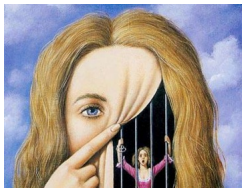

En tant que révolutionnaires, nous voulons mettre fin à toutes les formes d’exploitation et d’oppression. Nous mettons sur le même plan ces deux luttes dont l’objectif est l’émancipation de tout rapport de domination.

1. L'oppression spécifique des femmes

En tant que révolutionnaires, nous voulons mettre fin à toutes les formes d’exploitation et d’oppression. Nous mettons sur le même plan ces deux luttes dont l’objectif est l’émancipation de tout rapport de domination.

* Le capitalisme, c’est l’exploitation d’une classe par une autre, d’une majorité de la population par une minorité de privilégiés qui tirent profit de cette exploitation.

* L’impérialisme, c’est la domination des peuples par des moyens économiques, culturels et militaires au profit des bourgeoisies des grandes puissances.

* L’oppression des femmes est plus transversale et plus insidieuse : plus transversale car elle traverse les frontières géographiques et les barrières de classe, mais surtout parce qu’elle s’exprime dans la sphère publique, productive, et dans la sphère privée, “ reproductive ”.

Elle est plus insidieuse parce qu’après les conquêtes féministes qu’ont été par exemple le droit de vote ou la maîtrise de la fécondité (contraception-avortement), on voudrait nous faire croire que les femmes ne sont plus opprimées et que le combat féministe est un combat d’arrière-garde.

La lutte des femmes pour leur libération est profondément subversive car, en se situant à la fois dans la sphère publique et dans la sphère privée, elle remet en cause tous les rapports humains.

Pour organiser la lutte contre cette domination, il faut comprendre les mécanismes à l'œuvre dans les différents types d'oppression : la domination masculine ne se réduit pas à une somme de discriminations. C'est un système cohérent qui façonne tous les domaines de la vie collective. Car comme tout rapport de domination, l’oppression spécifique des femmes repose sur trois piliers :

* une domination idéologique, culturelle ;

* une domination sociale, économique et politique ;

* un rapport de forces qui, pour maintenir cette domination, va jusqu’à la violence physique.

La justification idéologique

La justification idéologique de la domination masculine se base sur des différences biologiques entre hommes et femmes. Si nous ne contestons pas ces différences, il faut cependant affirmer que les différences qui existent entre les individus ne sont pas moins grandes que celles observées entre les deux sexes : tout est affaire de critère de différenciation (ici seul celui de la reproduction est pris en compte). Mais surtout, ces “ qualités naturelles ” préattribuées à chaque sexe aboutissent à une hiérarchisation entre le groupe des hommes et celui des femmes. Ces différences sont utilisées par les hommes comme un moyen d’asseoir leur domination et de justifier une place de subalterne dans la division du travail. Ce processus de naturalisation d’un rapport inégalitaire se traduit par la construction de valeurs prétendues “typiquement féminines ”, comme l’instinct maternel, la douceur, la retenue qui servent à cantonner les femmes dans le rôle qu’on attend qu’elles jouent.

On en arrive à la notion de “ genre ”. Contrairement au sexe, qui se réfère à des différences biologiques entre mâles et femelles, le genre relève d’une construction sociale à travers

l’éducation et les attentes de l’organisation sociale.“ On ne naît pas femme, on le devient ”, disait en 1949 Simone de Beauvoir. Les rapports hommes-femmes ne sont pas fondés sur la complémentarité des sexes mais sur une hiérarchie entre les deux qu’il s’agit d’analyser.

Les normes qui construisent les genres sont intériorisées par les dominées elles-mêmes et c’est comme cela qu’elles “ choisissent ” des sports prétendument féminins (la danse ou la gym) ou des métiers (enseignement, santé, social) qui reproduisent le rôle maternant qu’elles jouent dans la sphère privée.

Une division sociale et sexuelle du travail, hiérarchisée et inégalitaire

Si elle est renforcée par cette idéologie, la domination des femmes dans la sphère productive publique découle de la place des femmes dans la sphère reproductive privée.

Il y a une division sociale et sexuelle du travail, hiérarchisée et inégalitaire, caractérisée par un partage entre la sphère dite publique (travail productif) et la sphère dite privée (travail domestique, de reproduction de la force de travail).

La valeur du travail n’est pas déterminée par le travail lui-même mais par la sphère dans laquelle il est produit, et le travail dans la sphère privée est systématiquement dévalorisé et surtout gratuit. Bien que les femmes soient de plus en plus présentes dans la sphère publique, la place qu’elles y tiennent est justifiée idéologiquement par la place prépondérante qu’elles occupent dans la sphère privée : elles peuvent être à temps partiel car elles doivent s’occuper du ménage et des enfants ; elles peuvent gagner moins car elles n’ont pas la charge d’entretenir une famille ; elles exercent des métiers liés à l’enfance, au social accordés à leurs qualités “ naturelles ” de patience et d’accompagnement.

Cette division sexuelle du travail permet à la société de faire des économies sur les crèches collectives, les cantines, la prise en charge des personnes âgées. En 2000, les femmes continuent d'assumer 80 % du noyau dur du travail domestique (vaisselle, cuisine, linge, soins matériels aux enfants, courses). Le capitalisme a donc besoin de l’oppression des femmes et la renforce. Il organise la division du travail réservant aux femmes ses premières attaques avant de s’en prendre à l’ensemble des salariés et sans que cela n’entraîne aucune réaction : les secteurs les plus précarisés de tout point de vue sont les plus féminisés.

L'oppression des femmes n'est pas seulement un “ reste archaïque ” des millénaires passés. Elle a été récupérée par le système capitaliste même si cela a produit et produit toujours de nouvelles contradictions en son sein : en période d'expansion économique, le capitalisme a besoin de réguler le marché du travail en sollicitant une main d'œuvre féminine bon marché et inversement en période de récession.

Mais si toutes les femmes sont opprimées, toutes ne sont pas exploitées, et nous n’ignorons pas les différenciations sociales entre les femmes (un femme de la bourgeoisie peut exploiter ses domestiques tout en étant opprimée par son mari et la société patriarcale en général). C’est pour cette raison que la lutte contre le capitalisme et la lutte contre le patriarcat sont indissociables, et que nous ne concevons pas de socialisme sans émancipation des femmes, et pas de libération des femmes sans révolution sociale.

La violence

Toutes ces inégalités et leur justification idéologique constituent un système, le patriarcat. Le troisième pilier sur lequel repose le patriarcat est la violence qui lui permet de maintenir le rapport de domination. La violence faite aux femmes en est la partie la plus visible et la plus terrible. Elle est là pour rappeler aux femmes qu'elles sont dominées. Certains États légitiment la violence (Afghanistan, Egypte, etc.). Sinon, c'est au quotidien, dans la rue comme à la maison, que les femmes sont perpétuellement menacées dans leur intégrité physique et morale.

La violence physique ou morale faite aux femmes (viol, prostitution, femmes battues, harcèlement, humiliations, etc.) est le dernier recours et outil qu'ont les hommes pour affirmer leur supériorité sur les femmes et surtout pour perpétrer et maintenir l'oppression des femmes. Il existe une véritable tolérance sociale vis-à-vis de cette violence.

Mais même pour celles qui ne subissent pas directement cette violence physique, aucune d’entre nous n’échappe à la violence symbolique que constituent : la marchandisation du corps des femmes, la pornographie, les publicités, les insultes sexistes ou la dévalorisation systématique de nos compétences et nos activités.

Face à une société de plus en plus violente, un certain discours tend à présenter la famille comme une valeur refuge, un lien protecteur à qui on demande de combler les lacunes de l’Etat et de la société (exemple : culpabilisation des parents, particulièrement des familles monoparentales à la tête desquelles on trouve une écrasante majorité de femmes, suppression des allocations aux familles des élèves qui sèchent les cours, etc.).

Or, non seulement la famille reste le lieu de multiples violences (70 % des viols sont commis au sein de la sphère familiale et dans son entourage directe ; plusieurs millions de femmes et d’enfants y sont battus chaque année) mais reste, comme l'était l’Eglise, un lieu privilégié d’inculcation des normes et d’un certain ordre moral fondé sur le couple hétérosexuel et marié auquel la société donne des droits en tant que tel (allocations, héritages, logement, impôts, etc.).

Nous devons nous battre pour que chaque individu ait des droits indépendamment de sa situation matrimoniale ou familiale afin de garantir une véritable égalité entre ses membres et une réelle autonomie à chacun notamment aux femmes (exemple : la loi sur le regroupement familial pour les immigrés exclue les deuxièmes et troisièmes épouses des droits, en particulier du droit au séjour).

Cependant, aujourd'hui, l’institution familiale est ébranlée par de nouvelles formes qui, de fait, se développent : les familles monoparentales ou recomposées, la reconnaissance institutionnelle des couples homosexuels (Pacs), etc. Il nous faut nous engouffrer dans cette brèche pour remettre en cause les rôles traditionnels que la famille institue. Par exemple en défendant l’adoption par les homosexuels qui permet de s’extraire de la conception biologisante des fonctions paternelle et maternelle, ce qui n'est pas incompatible (et serait même souhaitable) avec le fait que les enfants entretiennent des relations avec leurs parents biologiques. Il faut reconnaître et même encourager la diversité des modes de parentalités et d'éducation de façon à aller dans le sens de l'autonomie des individus (des enfants et des femmes en particulier).

2. Construire le mouvement autonome des femmes.

Les militantes féministes des années 1970 se sont battues pour faire reconnaître l'existence d'une oppression spécifique des femmes.

Il s'agissait alors de faire admettre que cette oppression était plurimillénaire, qu'elle avait précédé l'apparition de la propriété privée dans les sociétés occidentales, qu'elle ne pouvait pas être réduite à la “ surexploitation ” des femmes par le capitalisme ; que le foyer n'était pas ce havre de paix tant vanté et que la moitié de l'humanité la subissait.

Elles étaient féministes, non pas parce qu'elles détestaient les hommes, ou qu'elles pensaient que des sentiments sincères entre hommes et femmes étaient impossibles. Mais parce qu'elles étaient lucides sur un système social qui, malgré certaines évolutions, établit un rapport de forces au profit des hommes et leur accordent de nombreux privilèges collectifs et individuels. Cette suprématie masculine, ébranlée par les luttes féministes, se répercute jusque dans les actes de la vie quotidienne, dans la vie intime des couples hétérosexuels et des individus des deux sexes, quelle que soit leur orientation sexuelle. Être féministe, c'est considérer qu'il est souhaitable et souhaité de transformer en profondeur les relations entre les hommes et les femmes.

Or, pendant très longtemps, le discours dominant du mouvement ouvrier a été de considérer la lutte des classes comme la lutte “ principale ” ; la lutte contre l'oppression des femmes était considérée comme secondaire : l'émancipation des femmes serait réglée dans le cadre de la lutte des classes.

Ce type de discours reproduit les rapports de hiérarchisation à l'intérieur même du mouvement des opprimé-e-s (femmes, Noirs, homo...) ; il hiérarchise la lutte contre les oppressions au nom de la lutte principale qui, elle, serait en soi porteuse d'un projet universel. Or, un tel projet ne peut résulter que de la mise en commun systématique et patiente des énergies et de la réflexion issue des différents mouvements sociaux, dans un projet d'ensemble des rapports sociaux.

Cela implique un soutien actif à toutes les formes d'autoorganisation des femmes, dans l'ensemble du mouvement social ainsi qu'une lutte résolue contre la division sociale et sexuelle des tâches et pour la mixité des activités à tous les niveaux de la société.

La nécessaire construction d'un mouvement autonome des femmes

Par mouvement des femmes, nous entendons toutes les femmes qui s'organisent à un niveau

ou à un autre contre l'oppression spécifique que leur impose la société: groupe femme, groupe de quartier, d'entreprise, commissions syndicales. Par ailleurs, certains groupes ou mouvements pour le droit des femmes sont mixtes. Le mouvement des femmes s'est caractérisé par sa diversité, son impact sur toutes les couches de la société, et par le fait qu'il n'est rattaché à aucune organisation politique en particulier, même si divers courants se manifestent en son sein.

Par indépendant ou autonome, nous voulons dire que le mouvement est organisé et dirigé par des femmes ; qu'il considère la lutte pour le droit des femmes comme une priorité absolue et qu'il refuse de subordonner cette lutte à d'autres intérêts ; qu'il n'est subordonné aux décisions ou à l'orientation d'aucune tendance politique ni d'aucun groupe social; qu'il est décidé à mener jusqu'au bout la lutte par tous les moyens et avec toutes les forces qui se révéleront nécessaires. Indépendant ou autonome ne signifie pas pour nous indépendant de la lutte des classes ou des exigences des salarie-é-s. Au contraire, étant donné les liens entre capitalisme et oppression des femmes, seule une convergence entre les objectifs féministes et la lutte pour une transformation radicale de la société permettra le rassemblement des forces nécessaires pour atteindre les buts des femmes.

Cela dit, les formes de notre intervention peuvent varier selon le contexte. Parmi les facteurs à prendre en considération, il faut compter l'étendue de nos propres forces ; la taille, la nature et le niveau politique des courants de libération des femmes ; l'état du mouvement ouvrier. Le choix entre l'organisation de groupes de libération des femmes, l'intervention dans les organisations existantes du mouvement de libération des femmes, la construction de cartels larges sur des thèmes spécifiques, l'intervention dans les commissions syndicales ou dans tout autre organisation de masse ; la combinaison de plusieurs de ces interventions ou une intervention sous des formes complètement différentes, sont des questions tactiques. Et ce sont ces questions qui sont à l'ordre du jour.

Le secrétariat femme de la LCR (France)

Tiré de la www.revue-socialisme.org